

Pouvoir et opposition se disputent l'héritage de Tshisekedi

RD CONGO Une messe de requiem à Bruxelles, une vive polémique sur l'hommage à lui rendre à Kinshasa

Depuis le décès d'Etienne Tshisekedi, la polémique bat son plein à Kinshasa, comme pour mettre en application le précepte juridique « le mort saisit le vif », selon lequel l'héritage du défunt conditionnerait le comportement des vivants. En effet, considérant qu'Etienne Tshisekedi, ancien ministre de l'Intérieur et de la Justice, compagnon de route de Mobutu jusqu'en 1980, irréductible opposant et Premier ministre éphémère, appartient à l'histoire de tous les Congolais, le porte-parole du gouvernement Lambert Mende avait annoncé que les autorités prendraient totalement en charge le rapatriement du corps du défunt, les funérailles nationales et l'érection d'un mémorial dans la capitale.

C'était compter sans son parti, l'UDPS, (Union pour la démocratie et le progrès social) dont il était le maître absolu et qui revendique aujourd'hui l'exclusivité de l'hommage : le secrétaire général du principal parti d'opposition, Jean-Marc Kabund, a fait savoir que les dates du rapatriement et de l'enterrement du corps seraient conditionnées à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

Il apparaîtra peut-être que le seul héritier du courage et de l'obstination de Tshisekedi, c'est le peuple congolais tout entier

Rappelons que c'est le 31 décembre dernier qu'un accord avait été conclu in

extremis, prévoyant qu'en échange du maintien au pouvoir de Kabila jusqu'à la date des élections, le poste de Premier ministre reviendrait à un représentant de l'opposition tandis que Tshisekedi présiderait le comité de suivi de la transition.

Depuis lors, ayant engrangé un accord sur son maintien au pouvoir jusque fin 2017 au moins, le président Kabila se tenait en retrait d'une nouvelle négociation mettant aux prises les factions de l'opposition et des porte-parole de sa majorité qui exigeaient que le chef de l'Etat puisse choisir le futur Premier ministre sur une liste de plusieurs candidats présentés par l'opposition.

Ce débat, qui portait entre autres sur la nomination de Felix Tshisekedi au poste

de Premier Ministre et sur les ambitions des uns et des autres, fut brutalement interrompu par le décès du patriarche. Mais l'unanimité du chagrin et du deuil, toujours partagé par la population, n'aura pas uni longtemps la classe politique : l'UDPS entend aujourd'hui organiser et récupérer l'hommage au défunt et dénie au pouvoir en place toute légitimité pour ce faire. En réalité, le Rassemblement de l'opposition, naguère uni derrière le leader charismatique, se trouve aujourd'hui en plein désarroi et plusieurs fronts sont ouverts : le premier place le Rassemblement face au pouvoir qui, qu'on le veuille ou non, garde le contrôle des forces de sécurité et entend bien endiguer tout débordement lors du retour

de la dépouille.

L'héritage politique de Tshisekedi représente évidemment l'enjeu d'une autre bataille : sont en jeu le poste de Premier ministre, celui de président du comité de suivi et, à plus long terme, la candidature à l'élection présidentielle. L'ancien gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, exilé en Europe et visé par un mandat d'arrêt au Congo, n'a pas hésité à se positionner, déclarant, lors du te deum à Koekelberg, qu'il avait l'intention de rentrer au pays en accompagnant le cercueil du défunt ! Or, à part la défense du prescrit constitutionnel, qui fixait au 19 décembre dernier la fin du mandat de Kabila et la cohabitation au sein du Rassemblement, peu de chose,

en vérité, unissait les deux hommes : ni le parcours intellectuel et politique, ni la génération, ni l'origine... Dénonçant déjà la volonté de récupération menée par le pouvoir, l'UDPS devra aussi veiller aux éventuelles tentatives de captation d'héritage.

A moins que la réalité ne soit plus bien plus simple : dans les jours à venir, tout devra être mis en œuvre pour éviter qu'à Kinshasa le deuil ne se transforme en explosion de violence et à terme, il apparaîtra peut-être que le seul héritier du courage et de l'obstination de Tshisekedi, c'est le peuple congolais tout entier plus que les partis politiques se réclamant du défunt. ■

COLETTE BRAECKMAN

A BRUXELLES

Une cérémonie émouvante

L'ancienne métropole avait tenu à rendre un hommage solennel à l'un des derniers acteurs des années 60, qui aura marqué l'histoire des relations entre les deux pays. Après trois jours de deuil au palais du Heysel, dont une veillée funéraire

qui a vu défiler des milliers de Congolais, un requiem solennel organisé ce jeudi matin à la cathédrale de Koekelberg a réuni la famille du vieil opposant, des centaines de sympathisants et plusieurs personnalités politiques belges comme la présidente du Sénat Christine Defraigne ou Louis Michel. Ponctué par l'intervention

de plusieurs orateurs, marquée par des chants et de la musique, la messe a été concélébrée par plusieurs prêtres congolais et belges et cette cérémonie représentera sans doute l'hommage le plus serein rendu au « vieux Combattant ».